

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2024.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Opleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 6 juni 2024.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
L. KLINKENBERG

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205543]

#### 29 AOUT 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé en matière d'insertion sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 51, 52 et 53, modifiés par le décret du 20 février 2014, 54, modifié par le décret du 14 mars 2024, 55/1, inséré par le décret du 14 mars 2024, et 56 modifié par le décret du 14 mars 2024;

Vu le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé;

Vu l'avis standard n° 65/2023 du 24 mars 2023 rendu par l'Autorité de protection des données auquel cette dernière renvoie par décision du 26 avril 2024;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 janvier 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> février 2024;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> février 2024 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis du Comité ministériel rendu le 8 février 2024;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes du 8 février 2024;

Vu l'avis 76.417/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 juin 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie du 14 mars 2024;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 19 mars 2024;

Sur la proposition du Ministre en charge de l'action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la deuxième partie, livre II, titre 1<sup>er</sup>, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un chapitre 1/2, comportant l'article 13/1, rédigé comme suit :

« CHAPITRE I/2. — *Programmation*

Art. 13/1. La programmation visée à l'article 55/1 du code décretaal est fixée le 1<sup>er</sup> janvier dans la limite des crédits budgétaires disponibles, en donnant la priorité aux opérateurs dont les actions sont localisées au sein de communes qui disposent du plus faible indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux, tel qu'élaboré par l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, conformément à l'article 2, 5<sup>o</sup>, du décret du 22 novembre 2018 'relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française. ».

**Art. 3.** A l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « Dans tout groupe pris en charge » sont remplacés par les mots « Dans le cadre des actions collectives mises en œuvre »;

2<sup>o</sup> les mots « vingt pour cent » sont remplacés par les mots « vingt-cinq pour cent ».

**Art. 4.** L'article 16 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Les travailleurs sociaux dont la rémunération est subsidiée en application de l'article 29 suivent une formation liée à l'insertion sociale visée par les articles 48 à 56 du Code décretaal avec un minimum de quinze heures par an et par service. ».

**Art. 5.** Dans l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du même code, les mots « une fois tous les mois » sont remplacés par les mots « quatre fois par an ».

**Art. 6.** Dans l'article 18 du même code les mots « une fois tous les trois mois » sont remplacés par les mots « deux fois par an ».

**Art. 7.** Dans l'article 19, alinéa 2, du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, la phrase « Il est établi sous forme de parcours d'insertion et en tenant compte du fait que le service d'insertion sociale n'est qu'un lieu de passage. » est abrogée.

**Art. 8.** À l'article 21, alinéa 2, du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 6° est abrogé;

2° au 9°, les mots « les activités » sont remplacés par les mots « habituellement les activités collectives ».

**Art. 9.** L'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, du même code, est complété par une phrase suivante : « L'agrément prend cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit la décision du ministre. ».

**Art. 10.** L'article 26 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. En cas de non-respect des dispositions fixées au Titre Ier du Livre 1<sup>er</sup> de la deuxième partie du code décretaal ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci, l'Administration notifie une proposition de suspension ou de retrait d'agrément au service concerné, par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

La proposition de suspension ou de retrait indique les motifs qui la justifient.

La suspension d'agrément est d'un an maximum. Si, au terme de la suspension, le service n'apporte pas la preuve du respect des dispositions précitées, une proposition de retrait d'agrément lui est notifiée par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites à l'Administration.

L'Administration complète le dossier par les observations écrites du service, par tout renseignement ou document utile qu'elle recueille, et par le procès-verbal d'audition du service.

A cette fin, elle convoque le représentant du service par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation indique la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

La décision de suspension ou de retrait signée par le ministre est notifiée au service par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi. ».

**Art. 11.** L'article 27 et l'article 28, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014 du même code, sont abrogés.

**Art. 12.** A l'article 29 du même code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans les limites des crédits budgétaires, le ministre peut octroyer à tout service agréé, par tranche complète de trois cent soixante heures d'actions collectives et communautaires organisées l'année de subventionnement, une subvention destinée à couvrir le salaire brut barémique d'un travailleur social à raison d'un demi équivalent temps plein.

Peuvent être également mis à charge de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les charges sociales patronales et les autres charges légales obligatoires qui incombent à l'employeur à l'égard de son travailleur, plafonnées à cinquante-quatre pour cent des salaires bruts.

Afin d'être éligible pour l'octroi des subventions, un groupe d'actions collectives compte au minimum quatre personnes en moyenne annuelle, la part d'actions communautaires étant limitée à septante deux heures par tranche complète de trois cent soixante heures par an. »;

2° dans l'alinéa 2, 1° ancien, devenu l'alinéa 4, 1°, du même article, le mot « gradué » est remplacé par le mot « bachelier ».

**Art. 13.** A l'article 33, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits budgétaires, le ministre peut octroyer à tout service agréé une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement et des frais de personnel à condition qu'ils ne portent pas sur le personnel subventionné conformément à l'article 29. »;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé ce qui suit :

« 1° un montant de 5.000 euros si le service bénéficie de la subvention visée l'article 29, auquel s'ajoute 2.500 euros par demi équivalent temps plein octroyé en application de l'article 29 au-delà d'un équivalent temps-plein; »;

b) le 2° est complété par les mots : « à condition d'avoir réalisé au moins 120 heures d'actions collectives et communautaires lors de l'année de subventionnement. ».

**Art. 14.** L'article 35 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. En cas d'insuffisance des crédits budgétaires pour couvrir l'ensemble des demandes de subventions, est octroyée, selon l'ordre de priorité suivant :

1° aux services agréés ayant bénéficié d'une subvention l'année précédant l'année de subventionnement, une subvention calculée conformément à l'article 29 pour un nombre d'équivalent temps plein au moins égal à celui de l'année précédant l'année de subventionnement;

2° ensuite, aux services agréés à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de subventionnement, une subvention calculée conformément à l'article 29 pour 0,5 équivalent temps plein, ou une subvention calculée conformément à l'article 33, en fonction de ce qui est sollicité dans la demande de subvention.

L'enveloppe des crédits budgétaires restante est ensuite répartie proportionnellement entre les demandes d'augmentation de subvention des services agréés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. ».

**Art. 15.** Dans l'article 36 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le service introduit une demande de subvention pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année sur laquelle porte la subvention.

La demande mentionne :

1° pour le personnel, visé à l'article 29, le régime de prestation, calculé en équivalent temps-plein, la fonction, le barème, l'ancienneté et les éventuelles recettes perçues par le service;

2° un descriptif chiffré des actions collectives et communautaires prévues pour l'année de subventionnement. »;

2° les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

“ Le responsable du traitement des données à caractère personnel visées à l'alinéa 3, 1°, est le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale. Les données ne sont accessibles qu'aux services en charge de l'agrément et du subventionnement des services d'insertion sociale. Le responsable de traitement prend toutes les mesures utiles afin de respecter la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données obtenues par le responsable du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence de la Région wallonne, le cas échéant, le paiement intégral des subventions octroyées sur la base du présent titre, la durée d'amortissement des investissements visés par ou en vertu du présent titre, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés. ».

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**Art. 17.** Le Ministre qui a l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 août 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités et de l'Economie sociale,

Y. COPPIETERS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/205543]

### 29 AUGUSTUS 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid wat betreft de diensten voor sociale insluiting

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikelen 51, 52 en 53, ingevoegd bij het decreet van 20 februari 2014, 54, gewijzigd bij het decreet van 14 maart 2024, 55/1, ingevoegd bij het decreet van 14 maart 2024, en 56, gewijzigd bij het decreet van 14 maart 2024;

Gelet op het Regelgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 24 maart 2023, waarnaar laatstgenoemde verwijst bij besluit van 16 april 2024;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 29 januari 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 februari 2024;

Gelet op het rapport van 1 februari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het ministerieel Comité, gegeven op 8 februari 2024;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan inzake gezondheid en bijstand aan de personen, uitgebracht op 8 februari 2024;

Gelet op advies 76.417/4 van de Raad van State, gegeven op 19 juni 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 14 maart 2024;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), uitgebracht op 19 maart 2024;

Op de voordracht van de Minister Sociale actie;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek II, Titel I, wordt een hoofdstuk I/2 ingevoegd, dat artikel 13/1 omvat, luidend als volgt:

"HOOFDSTUK I/2. — *Programming*

Art. 13/1. De in artikel 55/1 van het decreetgevend deel van het wetboek bedoelde programming wordt op 1 januari vastgesteld binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, waarbij voorrang wordt gegeven aan de operatoren waarvan de acties zich bevinden binnen de gemeenten die de laagste synthetische indicator voor de toegang tot de grondrechten hebben, zoals opgesteld door het Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief Beleid en Statistiek, overeenkomstig artikel 2, 5°, van het decreet van 22 november 2018 "betreffende het plan voor sociale cohesie voor wat betreft de materies waarvan de uitoefening is overgedragen van de Franse Gemeenschap."

**Art. 3.** In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "In elke groep die door een dienst voor sociale insluiting ten laste genomen wordt" worden vervangen door de woorden "In het kader van de uitgevoerde collectieve acties";

2° de woorden "twintig procent" worden vervangen door de woorden "vijfentwintig procent".

**Art. 4.** Artikel 16 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 16. De maatschappelijke werkers wier bezoldiging overeenkomstig artikel 29 gesubsidieerd wordt volgen minstens vijftien uren opleiding per jaar i.v.m. de sociale inschakelingsacties bedoeld bij de artikelen 48 tot en met 56 van het decreetgevend deel van het Wetboek, met een minimum van vijftien uur per jaar en per dienst."

**Art. 5.** In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden "één keer per maand" vervangen door de woorden "vier keer per jaar".

**Art. 6.** In artikel 18 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "één keer om de drie maanden" vervangen door de woorden "twee keer per jaar".

**Art. 7.** In artikel 19, lid 2, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, wordt de zin "Ze wordt vastgesteld in de vorm van een inschakelingstraject en rekening houdend met het feit dat de dienst voor sociale insluiting enkel een stap is." opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 21, tweede lid, van hetzelfde wetboek, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 6° wordt opgeheven;

2° in 9° worden de woorden "de activiteiten" vervangen door de woorden "de collectieve activiteiten doorgaans".

**Art. 9.** Artikel 24, lid 1, van hetzelfde wetboek wordt aangevuld met volgende zin: "De erkenning gaat in op 1 januari van het jaar dat volgt op het besluit van de minister."

**Art. 10.** Artikel 26 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 26. In geval van niet-naleving van de bepalingen bepaald in Titel I van Boek I van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek of van de krachtens dit Wetboek bepaalde bepalingen richt de Administratie een voorstel tot opschorting of intrekking van de erkenning bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de betrokken dienst.

Het voorstel tot opschorting of intrekking geeft de verantwoordende motieven op.

De erkenning wordt maximaal een jaar opgeschort. Als de dienst aan het einde van de opschorting geen bewijs heeft geleverd van naleving van de bovengenoemde bepalingen, wordt hij op de hoogte gesteld van een voorstel tot intrekking van de erkenning.

De dienst beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of tot intrekking over een termijn van dertig dagen om zijn schriftelijke opmerkingen aan de administratie te richten.

De administratie vult het dossier aan met de schriftelijke bemerkingen van de dienst, met alle door haar ingezamelde gegevens en stukken en met het proces-verbaal van verhoor van de dienst.

Daartoe roept ze de vertegenwoordiger van de dienst op bij aangetekend schrijven of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en vermeldt ze de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddel aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

De door de minister ondertekende beslissing tot opschorting of intrekking wordt bij ter post aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan de dienst medegedeeld."

**Art. 11.** De artikelen 27 en 28, gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 4 december 2014, van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 29 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kan de minister aan elke erkende dienst voor elke volledige schijf van driehonderdzesentwintig uur collectieve en gemeenschapsacties die in het subsidiejaar worden georganiseerd, een subsidie toekennen die bestemd is om de baremaconforme brutowedde van een maatschappelijk werker ten belope van een halve voltijdse equivalent te dekken.

De in lid 1 bedoelde subsidie kan ook worden gebruikt ter dekking van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid en andere verplichte wettelijke heffingen die de werkgever voor zijn werknemers verschuldigd is, tot een maximum van vierenvijftig procent van het brutosalair.

Om in aanmerking te komen voor de toekenning van subsidies moet een collectieve actiegroep gemiddeld ten minste vier personen per jaar tellen, waarbij het aandeel van de gemeenschapsacties beperkt is tot tweeënzeventig uur per volledige schijf van driehonderdzesentwintig uur per jaar."

2° in voormalig lid 2, 1°, lid 4, 1°, geworden, van hetzelfde artikel, worden de woorden "gegradueerde" vervangen door de woorden "bachelor".

**Art. 13.** In artikel 33, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt :

"Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de minister aan elke erkende dienst een subsidie toekennen ter dekking van de werkingskosten en personeelsuitgaven, voor zover het niet gaat om personeel dat overeenkomstig artikel 29 wordt gesubsidieerd. ";

2° in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt :

"1° een bedrag van 5.000 euro indien de dienst de subsidie bedoeld in artikel 29 geniet, vermeerderd met 2.500 euro per overeenkomstig artikel 29 toegekend halftijds voltijds equivalent boven één voltijds equivalent;"

b) punt 2° wordt aangevuld als volgt: "op voorwaarde dat ze ten minste 120 uur collectieve en gemeenschapsacties hebben uitgevoerd tijdens het subsidiejaar. ".

**Art. 14.** Artikel 35 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 35. Als er onvoldoende begrotingskredieten zijn om alle subsidieaanvragen te dekken, worden de subsidies toegekend in de onderstaande volgorde van prioriteit:

1° aan erkende diensten die het jaar voor het subsidiejaar een subsidie ontvingen, een overeenkomstig artikel 29 berekende subsidie voor een aantal voltijdse equivalenten dat ten minste gelijk is aan dat van het jaar voor het subsidiejaar;

2° vervolgens, voor prestaties die worden goedgekeurd vanaf 1 januari van het subsidiejaar, een subsidie berekend overeenkomstig artikel 29 voor 0,5 voltijdse equivalenten, of een subsidie berekend overeenkomstig artikel 33, afhankelijk van wat wordt gevraagd in de subsidieaanvraag.

De resterende begrotingskredieten worden vervolgens evenredig verdeeld over de verzoeken tot subsidieverhoging van de erkende diensten bedoeld in het eerste lid, 1°. ".

**Art. 15.** In artikel 36 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

"De dienst dient een subsidieaanvraag in voor 1 maart van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft.

In de aanvraag wordt vermeld :

1° voor het personeel bedoeld in artikel 29, de arbeidsregeling, berekend op basis van voltijdse equivalenten, de functie, de barema's, de anciënniteit en de eventuele inkomsten van de dienst;

2° een becijferde omschrijving van de collectieve en gemeenschapsacties die gepland zijn voor het subsidiejaar;"

2° de leden 3 en 4 worden vervangen door wat volgt :

"De verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 3, 1°, is de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie. De gegevens zijn alleen toegankelijk voor de departementen die verantwoordelijk zijn voor het goedkeuren en subsidiëren van sociale integratiediensten. De verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens neemt alle nuttige maatregelen om de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens na te leven.

De gegevens verkregen door de verantwoordelijken voor de verwerking worden niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt met een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaring plaatsvindt van alle handelingen die tot de bevoegdheid van het Waalse Gewest behoren en, in voorkomend geval, waarin de volledige betaling van alle ermee verbonden bedragen, de duur van de afschrijving evenals de definitieve beëindiging van de ermee verbonden procedures en administratieve en gerechtelijke beroepen, is geschied. ".

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

**Art. 17.** De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 augustus 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,  
A. DOLIMONT

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,  
Y. COPPIETERS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205544]

12 SEPTEMBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'approbation de profils métiers et de formation produits par le Service francophone des métiers et des qualifications

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. », conclu à Bruxelles le 27 mars 2009;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. »;